

Cote du document:	EB 2009/98/R.45/Rev.2
Point de l'ordre du jour:	17 f)
Date:	17 novembre 2009
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Mise à jour sur les mesures prises par le FIDA pour faire face à la crise mondiale de la sécurité alimentaire

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Information**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après.

Willem W. Bettink

Fonctionnaire chargé des programmes et du changement

téléphone: +39 06 5459 2472

courriel: w.bettink@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Mise à jour sur les mesures prises par le FIDA pour faire face à la crise mondiale de la sécurité alimentaire

I. Introduction

1. À la quatre-vingt-dix-septième session du Conseil d'administration, en septembre 2009, la direction du FIDA a accepté de fournir une mise à jour sur les mesures prises par le Fonds, ou bénéficiant de son appui, pour faire face à la crise alimentaire dans les pays en développement depuis sa déclaration début 2008.
2. La présente note passe en revue les mesures prises par le FIDA, qui permettent notamment aux gouvernements de solliciter la réaffectation de ressources allouées au titre de prêts existants et d'obtenir des ressources additionnelles sous forme de don pour le cofinancement de programmes, nouveaux et en cours d'exécution, auprès de la Commission européenne, de l'Italie et de la Suède.
3. Enfin et surtout, dans le cadre de ses programmes de prêt 2008 et 2009, le FIDA a aidé les gouvernements à concevoir de nouveaux programmes visant à permettre aux petits exploitants agricoles (en particulier les femmes) de bénéficier d'une productivité plus élevée, de nouvelles technologies et d'une meilleure nutrition.
4. Outre les actions susmentionnées conduites par le FIDA à l'échelon du pays, le Fonds s'est activement employé, à l'échelon mondial, à garantir une intervention coordonnée susceptible de couvrir au mieux tous les aspects de la sécurité alimentaire. La démarche la plus importante à ce titre est son entrée dans l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Le FIDA a également participé à l'élaboration de la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Enfin, le Fonds est un partenaire actif de l'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire, lancée au Sommet du Groupe des Huit (G-8) en juillet 2009, et l'un des artisans de la création éventuelle d'un fonds fiduciaire multidonateur pour l'agriculture et la sécurité alimentaire dans le monde.

II. Réaffectation de ressources engagées

5. En avril 2008, le FIDA a fait part de sa volonté de réaffecter jusqu'à 200 millions d'USD provenant de prêts et de dons en cours afin de relancer immédiatement la production agricole dans le monde en développement. Ces fonds devraient permettre aux agriculteurs pauvres d'accéder aux intrants essentiels tels que les semences et les engrais, leur donnant ainsi la possibilité non seulement de préparer la campagne agricole suivante mais également de jeter les bases d'une augmentation durable de la production lors des campagnes ultérieures. Ce financement, distinct des secours d'urgence, de l'aide alimentaire ou des mécanismes de protection sociale pourrait accompagner et compléter les mesures d'urgence prises par d'autres partenaires.
6. Les réaffectations n'ont été effectuées qu'à la demande des gouvernements et à l'issue d'une analyse approfondie des répercussions de ces changements sur le(s) projet(s) dans son(leur) ensemble. Les pays où des réaffectations ont été approuvées sont listés ci-dessous.
 - a) Au **Bénin**, un sous-programme spécifiquement centré sur la sécurité alimentaire a été intégré dans le programme d'appui au développement rural, en cours d'exécution, dans le cadre du plan de travail et budget 2008 du programme en vue de stimuler la production. **Les fonds réaffectés au sous-programme relatif à la sécurité alimentaire se sont chiffrés à 680 000 USD.**

- b) En **Haïti**, le FIDA a réaffecté aux trois prochaines campagnes agricoles, à compter de la campagne d'hiver 2008, des ressources allouées au projet d'intensification des cultures vivrières et au programme d'appui aux initiatives productives en milieu rural, tous deux en cours. Les zones de projet ont été étendues pour couvrir l'ensemble du territoire national. Les activités consistent notamment en des distributions de semences et l'apport d'un appui à la multiplication de semences conduite par des organisations paysannes. **Le montant réaffecté s'est élevé à 10,2 millions d'USD.**
- c) En **Mauritanie**, une réaffectation a été approuvée à l'appui du programme d'intervention spéciale lancé par le gouvernement pour endiguer les retombées de l'envolée des prix alimentaires, moyennant l'achat et la distribution de semences et d'intrants agricoles et la création de banques de céréales. **Au total, le montant réaffecté se monte à 315 000 USD.**
- d) En **Côte d'Ivoire**, pour atténuer les conséquences de la hausse des prix des produits, le FIDA a aidé le pays, par le biais de son projet d'appui aux petits producteurs maraîchers, actuellement en cours d'exécution, en mettant en œuvre un plan d'intervention d'urgence pour 2008-2009. Cette intervention vise à accroître la production rizicole, réduisant ainsi la vulnérabilité et améliorant la sécurité alimentaire des ménages dans les zones couvertes par le projet, à savoir sept départements. L'approche directe adoptée pour stimuler la production rizicole permet de donner rapidement aux agriculteurs un meilleur accès aux semences, aux engrais et aux autres intrants. Dans le cadre de cette intervention, une surface totale de 7 000 ha est mise en valeur et cultivée par un groupe cible composé de 10 000 petits agriculteurs. La production attendue est de 70 000 tonnes de riz, représentant 35% de la production planifiée dans le programme national riz du gouvernement. **Le montant réaffecté se chiffre à 3,0 millions d'USD.**
- e) En **République arabe syrienne**, le FIDA et le gouvernement sont convenus de réaffecter des ressources d'un programme en cours d'exécution au Fonds d'appui à l'agriculture, récemment créé, grâce auquel le gouvernement aide les agriculteurs à faire front à la hausse des prix des intrants. Le programme fournit des semences, des engrais et des services. **Le montant réaffecté s'élève à 1,5 million d'USD.**
- f) Au **Nigéria**, deux programmes financés par le FIDA, en cours d'exécution, vont fournir une **contribution totale de 2,0 millions d'USD** provenant de ressources existantes pour financer un projet commun axé sur la sécurité alimentaire, dont l'objectif est d'améliorer la production alimentaire dans leurs zones respectives. Les produits ciblés sont le riz, le millet, le sorgho, les produits maraîchers, le poisson et les produits animaux.
- g) En **Guinée**, un montant total de **550 000 USD** environ provenant de trois projets en cours, financés par le FIDA, a été réaffecté à un programme d'urgence. L'objectif de ce programme d'urgence est de financer l'achat de semences de variétés à haut rendement et de matériel végétal pour le riz, l'igname et les produits maraîchers afin d'améliorer les rendements obtenus par les petits agriculteurs en leur donnant accès aux semences améliorées.

III. Prêts et dons supplémentaires

7. Certains gouvernements ont adressé au FIDA des demandes de financement supplémentaire en faveur de programmes en cours d'exécution, pour faire front à la flambée des prix des denrées alimentaires.
- a) Au **Honduras**, un prêt supplémentaire a été approuvé par le Conseil d'administration en septembre 2008 pour le projet de renforcement de la compétitivité de l'économie rurale dans le département de Yoro, en cours

d'exécution, afin d'aider 1 700 autres familles d'agriculteurs à améliorer leur production de céréales, de lait et de légumes. **Le montant du prêt supplémentaire se chiffre à 2,25 millions d'USD.**

- b) Au **Nicaragua**, l'octroi de fonds supplémentaires, au titre d'un prêt et d'un don, a été approuvé par le Conseil d'administration en septembre 2008 pour le projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés, en cours d'exécution, afin d'aider les petits producteurs à accroître la production des céréales et légumineuses essentielles telles que le maïs, le riz, les haricots et le sorgho. Le financement supplémentaire permettra au projet d'atteindre 1 200 nouvelles familles d'agriculteurs. **Le montant total du prêt et du don supplémentaires s'élève à 1,22 million d'USD.**
- c) En **Haiti**, un don supplémentaire a été approuvé par le Conseil d'administration en septembre 2009 pour élargir le projet de développement de la petite irrigation et soutenir ainsi 3 000 petites exploitations agricoles additionnelles. Le projet vise à: i) améliorer la production agricole moyennant la gestion efficiente des ressources en eau et le renforcement de l'agriculture irriguée, collective ou individuelle; ii) développer les systèmes de production agricole et les autres activités productives et génératrices de revenus; et iii) renforcer les capacités des communautés en matière de planification, d'organisation et de gestion afin de faciliter leur intégration dans le marché et leur accès aux services financiers. **Le montant du prêt supplémentaire se monte à 5,6 millions d'USD.**
- d) Au **Yémen**, un financement supplémentaire, au titre d'un prêt et d'un don, a été approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2008 en faveur du projet pilote d'infrastructure rurale à assise communautaire pour les hauts plateaux. **Le montant total approuvé est de 3,4 millions d'USD (50% sous forme de prêt et 50% sous forme de don).**

IV. Financement supplémentaire provenant d'autres donateurs

8. En septembre 2008, la **Commission européenne** a invité le système des Nations Unies, la Banque mondiale et plusieurs organisations régionales à soumettre des propositions de projets aux fins d'un financement au titre de la Facilité alimentaire de 1 milliard d'EUR, mise en place pour endiguer les effets immédiats de la crise alimentaire sur les populations vulnérables.
9. La Facilité alimentaire est censée fournir un financement, sous forme de don, aux programmes suivants: i) les dispositifs de protection sociale garantissant des conditions de vie décentes aux populations souffrant des retombées de la crise; et ii) les mesures dopant la production vivrière et la commercialisation des produits alimentaires pour les petits agriculteurs et susceptibles d'améliorer la capacité de ces derniers de surmonter la volatilité des prix et les autres chocs externes.
10. Les organisations ont présenté des propositions pour 62 pays, qui ont été classées par ordre de priorité. Ce classement a débouché sur une liste finale de 37 pays retenus pour bénéficier d'un financement de la Facilité alimentaire sous forme de don. Les programmes sélectionnés ont été approuvés par le Parlement européen en décembre 2008. Sur les 18 propositions de projets de pays soumises par le FIDA, la Commission européenne a décidé d'octroyer des dons pour élargir des programmes en cours d'exécution à **Madagascar** et au **Mozambique** et pour financer de nouveaux programmes au **Burundi** et aux **Philippines**. Ces derniers ont été approuvés par le Conseil d'administration du FIDA en avril 2009. Le montant total fourni par la Commission européenne pour ces pays se chiffre à **30 millions d'EUR (équivalant approximativement à 42 millions d'USD)**.

11. L'**Italie** a octroyé des dons en faveur de programmes en cours relatifs à la sécurité alimentaire et à la crise des prix des denrées alimentaires, bénéficiant d'un appui du FIDA, dans les pays suivants:
- a) **Libéria.** Le **projet d'appui aux groupes vulnérables pour améliorer la production et la productivité du riz** vise à aider le Gouvernement libérien à atténuer les conséquences néfastes de la flambée des prix des denrées alimentaires sur les petits agriculteurs libériens et à améliorer la sécurité alimentaire nationale. Le projet est entièrement financé par des fonds supplémentaires italiens et est administré par le FIDA. Il appuiera et complétera les objectifs du gouvernement, à savoir: i) promouvoir l'augmentation de la production nationale de riz; et ii) favoriser la reconstruction du secteur agricole en fournissant les intrants de base essentiels, en particulier les semences, les engrais, les produits agrochimiques et les outils, aux fins de l'amélioration de la sécurité alimentaire. **Le montant du don consenti par l'Italie est de 2,5 millions d'USD.**
 - b) **Mauritanie.** Le nouveau **programme de lutte contre la pauvreté rurale par l'appui aux filières**, financé par le FIDA, a été présenté en septembre 2009 au Conseil d'administration du Fonds, qui l'a approuvé. Le programme vise à promouvoir la croissance en contribuant au développement de sept filières agricoles (produits maraîchers, dates, lait, volaille, viande rouge, produits forestiers non ligneux, et cuirs et peaux), dans lesquelles les ruraux pauvres jouent un rôle majeur et dont ils seront les principaux bénéficiaires. Il est financé par le FIDA, au titre d'un don d'un montant de 6,0 millions d'USD et d'un prêt du même montant, et par **l'Italie, au titre d'un don d'un montant de 2,0 millions d'USD.**
 - c) **Kenya.** Le **projet de développement communautaire dans le district de Nyanza Sud** est conçu pour promouvoir, avec l'entière participation des bénéficiaires, l'adoption de technologies déjà mises au point, testées et d'une efficacité démontrée, dans les domaines suivants: gestion du sol et des terres, horticulture et production des cultures traditionnelles, petit élevage et commercialisation des produits. Le projet favorisera l'utilisation durable des terres grâce à des pratiques améliorées de conservation et de gestion du sol, de la terre et des ressources en eau; l'investissement dans les pratiques de conservation, récupération et recyclage de l'eau, l'appui à l'élevage des animaux à court cycle de vie pour enrichir le régime alimentaire en protéines et générer des revenus en vue d'amortir les effets de la flambée des prix des denrées alimentaires. **Le montant du don octroyé par l'Italie se chiffre à 1,5 million d'USD.**
12. La **Suède** a annoncé, en septembre 2009, une contribution complémentaire d'un montant de **100 millions de couronnes suédoises** (équivalant approximativement à **16,1 millions d'USD**) à la huitième reconstitution des ressources du FIDA, pour financer des dons supplémentaires dans le domaine de la sécurité alimentaire. Le Département gestion des programmes du FIDA, en collaboration avec le Centre d'investissement de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), utilise ces fonds pour concevoir et financer l'élargissement de programmes en cours d'exécution en **Afghanistan, en Haïti, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie**, et de nouveaux programmes au **Bhoutan, au Mali et au Soudan**¹. Ces derniers seront soumis au Conseil d'administration en 2010.

¹ À sa quatre-vingt-dix-septième session, en septembre 2009, le Conseil d'administration a approuvé cette contribution complémentaire de la Suède. Jusqu'à 25% de la contribution seront alloués au Centre d'investissement de la FAO pour l'apport d'une assistance technique pendant la conception, la supervision et l'exécution des projets qui bénéficieront du financement supplémentaire sous forme de don. Les 75% restants serviront à financer des dons additionnels en faveur de projets conduits dans les pays mentionnés.

V. Nouveaux projets financés par le FIDA en 2008 et 2009

13. Le FIDA a présenté 55 nouveaux projets au Conseil d'administration entre septembre 2008 et septembre 2009. Le montant des prêts approuvés s'élève à 900 millions d'USD. **Approximativement 79%** de ce montant total, soit **700 millions d'USD**, ont été alloués à 40 projets (voir en annexe les pays et les montants) portant sur les principaux aspects de l'amélioration de la production agricole en vue de promouvoir la sécurité alimentaire des familles d'agriculteurs pauvres. Par exemple, le nouveau projet au Pakistan, approuvé par le Conseil d'administration en septembre 2009, appuie le projet d'optimisation des cultures du gouvernement. La finalité du projet est d'améliorer la sécurité alimentaire et de lutter contre la pauvreté moyennant l'accroissement de la productivité et la diversification des revenus. Un des éléments clés du projet est l'offre de prêts pour les cultures, permettant aux petits agriculteurs d'acheter les intrants saisonniers. Le montant du prêt du FIDA s'élève à 18,33 millions d'USD.

Financement approuvé au titre du programme de prêt du FIDA de septembre 2008 à septembre 2009^a

	Septembre 2008	Décembre 2008	Avril 2009	Septembre 2009	Total
Montant total des prêts (en milliers d'USD)	234 802	258 367	194 984	215 820	903 973
Montant des prêts ayant des composantes relatives à la crise alimentaire (en milliers d'USD)	157 208	240 337	169 940	142 720	710 205
Pourcentage du total	67%	93%	87%	66%	79%
Nombre total de projets	14	17	9	15	55
Nombre de projets ayant des composantes relatives à la crise alimentaire	9	13	8	10	40
Pourcentage du total	64%	75%	89%	67%	72%

^a Y compris les prêts et dons supplémentaires mentionnés au paragraphe 7.

VI. Appui du FIDA à la coordination et aux actions de portée mondiale

14. Le FIDA est conscient de la gravité et de l'ampleur des répercussions de la situation actuelle sur son groupe cible, les populations rurales pauvres. Il est nécessaire d'investir dans la petite agriculture si l'on veut contribuer à résoudre le problème mondial de la faim. Mais le FIDA reconnaît également que le problème est de plus vaste portée et qu'il requiert aux échelons mondial, régional et national le déploiement de toute une gamme de politiques et d'investissements qu'il est indispensable de coordonner.
15. À l'échelon mondial, une intervention parfaitement coordonnée de la communauté internationale est nécessaire pour: i) satisfaire les besoins alimentaires urgents; ii) permettre aux petits agriculteurs pauvres et vulnérables de relancer leur production; iii) mettre en place des dispositifs de protection sociale à l'intention des catégories les plus vulnérables de la population; iv) promouvoir des moyens d'existence durables pour les femmes, les hommes et les jeunes vulnérables; v) offrir un soutien économique aux pays pauvres importateurs nets de produits alimentaires; et vi) faire avancer les négociations du cycle de Doha.

16. En 2008, le FIDA a entrepris des missions conjointes d'évaluation avec la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Banque mondiale en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Elles ont donné naissance à plusieurs initiatives conjointes en Haïti, au Libéria et en Sierra Leone.
17. Le FIDA a participé aux travaux de l'Équipe spéciale de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire dès sa création. Cette équipe a produit un Cadre d'action global mettant l'accent sur la nécessité de stimuler la production alimentaire des petits producteurs au moyen d'une série de mesures telles que:
 - renforcer l'environnement politique porteur;
 - encourager l'investissement public/privé dans l'agriculture;
 - garantir la sécurité d'accès aux ressources naturelles, telles que l'eau, la terre et la biodiversité, et la gestion améliorée de ces ressources;
 - investir dans la recherche agricole; et
 - améliorer les infrastructures rurales.
18. Les recommandations énoncées dans le Cadre d'action global sont actuellement mises en œuvre par la Banque mondiale, la FAO, le PAM, le FIDA et d'autres. Le Secrétaire général, secondé par l'Équipe spéciale de haut niveau, s'emploie activement à trouver les moyens de mobiliser de nouvelles ressources financières auprès de la communauté des donateurs et des gouvernements. Très récemment, une contribution a été faite en faveur de l'Initiative sur la sécurité alimentaire, lancée au Sommet du G-8 de L'Aquila, au cours de laquelle les donateurs ont annoncé une contribution allant jusqu'à 20 milliards d'USD pour améliorer l'agriculture dans son ensemble et, plus spécifiquement, pour garantir la sécurité alimentaire universelle.
19. L'Équipe spéciale de haut niveau et ses organisations membres sont intervenues de concert en vue d'aider 62 pays ayant fortement besoin d'une assistance technique et financière pour faire face à leur situation en matière de sécurité alimentaire. Parmi eux, quelque 35 pays ont été jugés prioritaires pour bénéficier des mesures coordonnées contribuant à l'obtention des effets directs du Cadre d'action global. Dans le souci de résoudre plus efficacement les problèmes épineux posés par la coordination, la plateforme de coordination de l'Équipe spéciale de haut niveau, établie à Rome, a noué un dialogue régulier avec le personnel de terrain de plusieurs de ces pays et instauré une collaboration avec des acteurs de l'échelon régional (par exemple, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe, le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique).
20. L'Équipe spéciale de haut niveau a contribué à favoriser les synergies entre ses organisations membres. Toutefois, la qualité de la coordination à l'échelon du pays demande encore beaucoup de travail pour que soit défini un cadre de planification dans lequel les financements multilatéraux et bilatéraux pourront être orientés sous la direction du gouvernement et des initiatives pourront être élaborées. L'arrangement facilitant un travail plus coordonné et conjoint entre les institutions financières internationales et les organisations des Nations Unies constitue un premier pas en ce sens.
21. Il demeurera indispensable, en 2010, de redoubler d'effort tant pour répondre aux besoins immédiats des populations souffrant d'insécurité alimentaire que pour encourager une augmentation de l'investissement dans l'agriculture. Le FIDA, la FAO, le PAM et la Banque mondiale continueront d'œuvrer avec les partenaires nationaux et régionaux pour résoudre les problèmes structurels et politiques à long terme afin d'éviter une aggravation de la crise et de faire face aux besoins futurs en matière de sécurité alimentaire.

22. Dans le cadre des suites données à la Déclaration conjointe sur la sécurité alimentaire du Sommet du G-8 de L'Aquila, dans laquelle les participants s'engagent à prendre de toute urgence des mesures ayant l'envergure requise pour instaurer durablement la sécurité alimentaire, le FIDA et les membres de l'Équipe spéciale de haut niveau se sont attelés, en collaboration avec des bailleurs de fonds et la Banque mondiale, à la création d'un fonds mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Ce fonds fiduciaire multidonateur aurait pour objectif de fournir des dons pour appuyer et financer les initiatives conduites par les pays aux fins de l'amélioration de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

Récapitulatif des prêts axés sur la sécurité alimentaire approuvés par le Conseil d'administration de septembre 2008 à septembre 2009

<i>Pays</i>	<i>En milliers d'USD</i>
Afghanistan	23 895
Albanie	9 600
Bangladesh	22 000
Belize	3 000
Bénin	17 924
Bosnie-Herzégovine	11 113
Bésil	20 000
Burkina Faso	16 150
Burundi	13 576
Tchad	19 500
Chine	62 345
Congo	8 574
Costa Rica	23 326
République démocratique du Congo	9 189
République dominicaine	13 800
Équateur	8 625
Éthiopie	52 016
Guatemala	18 423
Haiti	5 660
Honduras	2 250
Inde	41 109
Indonésie	68 530
Kirghizistan	9 000
République démocratique populaire lao	15 000
Liban	4 605
Mexique	5 000
Nicaragua	1 220
Niger	16 000
Pakistan	18 330
Philippines	15 900
République de Moldova	13 243
Rwanda	20 446
Sénégal	15 156
Tadjikistan	12 300
République-Unie de Tanzanie	56 000
Venezuela (République bolivarienne du)	13 000
Viet Nam	21 000
Yémen	3 400
Total	710 205

